



Allemagne

Le congé parental *Elterngeld Plus* concilie vie familiale et vie professionnelle

La ministre de la Famille allemande, Katarina Barley, a présenté les bons résultats du dispositif *Elterngeld Plus* (congé parental amélioré) et du *Partnerschaftsbonus* (bonus de couple). Le congé parental a été amélioré en 2015 pour permettre une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle des parents. L'*Elterngeld Plus* permet aux parents d'allonger la durée du congé parental à 28 mois maximum (contre 14 mois auparavant) en profitant de la moitié des indemnités du congé parental (150 à 900 euros), tout en pouvant cumuler les revenus d'une activité professionnelle à temps partiel. Le *Partnerschaftsbonus* permet aux parents d'allonger la durée du congé parental de 4 mois supplémentaires, si le père réduit un peu son temps de travail et que la mère reprend le travail avec un temps partiel d'au moins 28 heures par semaine.

Les demandes d'*Elterngeld Plus* ont progressé sans discontinuer depuis son introduction. Au troisième trimestre 2017, près de 30 % des parents en congés parentaux ont demandé à en profiter. En un peu plus de deux ans, le nombre de bénéficiaires de ce dispositif a doublé. Le *Partnerschaftsbonus* encourage également les parents à s'occuper de manière égalitaire des enfants. Le taux de natalité allemand, qui baissait jusqu'en 2012, a connu en 2016 une forte progression.

MANUEL BOUGEARD



Canada

Le gouvernement veut renforcer l'étiquetage nutritionnel

L'institution fédérale Santé Canada a lancé des consultations publiques sur l'affichage d'un nouveau symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage des aliments. Cette mesure s'inscrit dans le contexte de la « Stratégie en matière de saine alimentation ». Ce nouveau symbole devra fournir un indice visuel clair montrant qu'un aliment a une teneur élevée en nutriments préoccupants

du point de vue de la santé publique, comme le sodium, les sucres ou les gras saturés. Ce symbole complétera le tableau de la valeur nutritive, qui figure à l'arrière ou sur le côté de l'emballage des aliments.

Santé Canada sollicite l'avis des citoyens, groupes non gouvernementaux, représentants de l'industrie, associations... avant de prendre une décision définitive quant au symbole qui devra figurer sur le devant de l'emballage des aliments à forte teneur en nutriments présentant un intérêt public. Ce symbole doit permettre des progrès tangibles en matière de prévention et d'adoption de comportements alimentaires plus sains. Deux adultes canadiens sur cinq déclarent en effet être affectés par les maladies cardiovasculaires, les accidents vasculaires cérébraux (AVC), le diabète et le cancer. Certains de ces problèmes de santé chroniques commencent même à apparaître chez les enfants.

GRÉGORY GUILLAUME



Chine

Une étude nationale actualise l'impact de la santé mentale

Selon des statistiques publiées fin novembre 2017 par la NHFPC (National Health and Family Planning), l'incidence des problèmes de santé mentale aurait augmenté au cours des dernières années en Chine. Fin 2016, on comptait plus de 100 millions de personnes souffrant de pathologies mentales, dont 5,4 millions de troubles mentaux sévères : 75 % ont été diagnostiquées comme schizophrènes, soit + 300 000 par rapport à 2015. L'assurance maladie offre des conditions de remboursement privilégiées pour ces pathologies sévères, certaines villes comme Pékin, Shanghai et Changsha offrent même la gratuité des soins et médicaments de base. Selon le directeur adjoint du département en charge de la prévention et du contrôle des maladies, 88 % de ces cas sévères seraient suivis par les autorités sanitaires. Mais près de la moitié vivraient avec des ressources inférieures au seuil de pauvreté.

Le système souffre de la faiblesse des prises en charge au niveau des communautés de vie. Le taux de rechute est donc particulièrement élevé, de l'ordre d'un tiers dans les six mois suivant la fin d'une hospitalisation et de 40 % dans l'année qui suit. L'inobservance des traitements est le

facteur clé de rechute. À Pékin, une plateforme en ligne accessible aux seuls centres de soins communautaires recense l'ensemble des personnes suivies et permet un management des cas approprié. À Shenzhen, les 700 lits hospitaliers disponibles sont notoirement insuffisants, et les professionnels spécialisés manquent. Selon des recommandations publiées par le ministère des Affaires civiles, des services de rééducation devront être disponibles dans 80 % des districts et des villes d'ici 2025.

BENOÎT SEVCIK



Espagne

Le seul pays de l'Union européenne à dissocier la hausse des pensions de retraite de l'augmentation des prix et des salaires

En Espagne, depuis 2013, la revalorisation annuelle des pensions est calculée en fonction de la situation financière de la Sécurité sociale. Ainsi, quel que soit le résultat de l'équation, la hausse ne pourra jamais dépasser l'indice des prix à la consommation de plus de 0,5 %, ni être inférieur à celui-ci de 0,25 %. C'est le seul pays de l'UE à utiliser ce système, les autres pays membres prenant en compte l'évolution des prix et des salaires (ou l'un des deux).

Cette formule de revalorisation pourrait entraîner une baisse significative du pouvoir d'achat des retraités. L'autorité fiscale espagnole calcule que les retraités pourraient perdre 7 % de leur pouvoir d'achat d'ici 2022. Selon le FMI, cette baisse pourrait s'élever à 30 % d'ici 2050.

JEAN-FRANÇOIS RENUCCI



États-Unis

Des pharmaciens interdits de proposer les médicaments les moins chers

En vertu des contrats d'assurances et des accords passés entre les assureurs et les acteurs de la chaîne de fabrication et de distribution des médicaments, il est possible que le prix d'un médicament générique aux États-Unis puisse

être moins cher pour un malade décidant de ne pas utiliser son assurance santé. En effet, son reste à charge peut, parfois, être plus élevé que le coût total d'un médicament équivalent vendu par sa pharmacie. Le rôle du pharmacien serait alors de le prévenir de cette situation, mais cela lui est interdit par les accords qu'il signe (*via* une *gag clause*).

C'est ce que montre une enquête menée par NBC News, soulignant encore l'absence de transparence sur les prix des médicaments aux particuliers. La multiplicité des intermédiaires de la chaîne de distribution (fabricants, grossistes, PBM (Pharmacy Benefit Managers), assureurs, pharmaciens...) et les interactions entre eux, ainsi que la longue tradition des coupons de réduction dans le commerce aux Etats-Unis, font que pour un médicament identique le prix final pourra être très différent. Il le sera du prix affiché mais il pourra aussi l'être en fonction de celui qui l'achètera, en fonction de multiples critères : type de pharmacie, localisation géographique, assurance du patient... Le rôle des Pharmacy Benefit Managers est particulièrement montré du doigt car ces intermédiaires se rémunèrent sur les rabais qu'ils négocient entre les laboratoires pharmaceutiques et les assureurs, fixent le reste à charge pour l'assuré et, parfois, se rémunèrent dessus (*clawback*). Onze Etats ont déjà interdit ces clauses et/ou pratiques du *clawback*, et certains patients ont déposé plainte. Quant aux pharmaciens, ils regrettent de ne pouvoir jouer leur rôle de conseil et éviter des coûts supplémentaires à leurs clients.

Alex Azar, nouveau ministre de la Santé

Après confirmation par le Sénat, Alex Azar a pris ses fonctions de ministre de la Santé et des Affaires sociales américain (Human and Health Services, HHS). Âgé de 50 ans, il connaît bien ce ministère, où il a déjà servi de 2001 à 2007, sous l'administration Bush Jr, notamment comme avocat général puis adjoint au ministre (de 2005 à 2007). Il vient de passer une décennie dans l'industrie pharmaceutique, chez Eli Lilly and Company, de 2007 à 2017. À partir de 2012, il a piloté les opérations américaines de Lilly, jusqu'à son départ en janvier dernier.

Diplômé de l'école de droit de Yale, il a auparavant travaillé comme assistant auprès de juges, notamment Antonin Scalia à la Cour suprême, ou

du procureur Kenneth Star lorsqu'il enquêtait sur le scandale Whitewater. Il a ensuite été avocat avant de rejoindre le ministère de la Santé en 2001.

Comme ministre, il devra désormais réguler un secteur qu'il connaît donc bien, et notamment travailler sur les coûts des médicaments, la réforme du système d'assurance santé et l'épidémie d'opioïdes, les trois priorités du président en matière de santé. Alex Azar remplace Tom Price, démissionnaire fin septembre suite à la publication de ses dépenses et à l'utilisation de vols privés.

Un rapport de trois académies sur les e-cigarettes

Trois sociétés savantes américaines – National Academies of Sciences, Engineering and Medicine – ont remis en janvier un rapport sur le vapotage : *Public Health Consequences of E-Cigarettes*, commandé en 2016 par la Food and Drug Administration (FDA) lorsqu'elle est devenue compétente sur le sujet. Ce rapport indique que le vapotage peut être addictif et que les adolescents qui utilisent ces appareils risquent davantage de fumer. Il cite également des preuves concluantes selon lesquelles ces dispositifs peuvent aider les fumeurs à cesser de fumer, et peuvent réduire l'exposition des fumeurs au goudron mortel, aux produits chimiques dangereux et aux autres produits cancérigènes. Mais le rapport n'indique pas que les e-cigarettes sont inoffensives, rappelant qu'il n'existe aucune étude scientifique à long terme sur le potentiel addictif des dispositifs ou sur leurs effets sur le cœur, les poumons ou la reproduction.

Le panel a montré que le vapotage peut inciter les adolescents ou les jeunes adultes à essayer des cigarettes, les exposant à un risque accru de dépendance, mais aucun lien significatif entre les cigarettes électroniques et le tabagisme à long terme n'a été établi. Si cette étude est désormais la plus complète sur le sujet, ses auteurs rappellent qu'une grande partie de la recherche actuelle sur les cigarettes électroniques est défectueuse, soit en raison des méthodologies utilisées soit en raison des biais introduits par le financement de l'industrie. De plus, les concentrations de nicotine et d'autres produits chimiques, y compris les métaux, varient d'une marque à l'autre, ce qui complexifie certains résultats de cette recherche.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY ET CÉLINE JAEGGY-ROULMANN



Italie

Loi sur la vaccination obligatoire : une opposition persistante en dépit de la persistance de l'épidémie de rougeole

Selon les estimations (les chiffres exacts devraient être connus d'ici juin), 560 000 enfants n'étaient pas en règle au regard de l'obligation vaccinale introduite en septembre 2017 (10 vaccins obligatoires) au début de l'année 2018. À partir du 10 mars 2018, les écoles et crèches doivent communiquer aux agences sanitaires locales (ASL) la liste des élèves inscrits afin de faire le point sur la situation vaccinale des enfants. S'en suivra une série de rappels aux familles dont les enfants ne sont pas en règle. Si les parents ne répondent pas aux sollicitations des ASL en acceptant le rendez-vous proposé pour effectuer les vaccinations, les sanctions prévues par la loi seront appliquées, à savoir : expulsion des enfants non vaccinés de la crèche, et amendes allant de 100 à 500 euros pour les parents qui ne mettent pas en règle les enfants plus âgés qui fréquentent l'école obligatoire (à partir de 6 ans).

L'opposition à cette obligation continue d'être fortement médiatisée, suite à la lettre adressée par Virginia Raggi, maire de Rome du Mouvement 5 Etoiles (M5S), à la ministre de la Santé. Dans cette lettre, la maire de Rome fait part de l'adoption à l'unanimité par le conseil municipal de Rome d'une motion affirmant le droit à l'instruction publique des enfants non vaccinés. En outre, Luigi Di Maio et Matteo Salvini, respectivement chefs de file du M5S et de la Ligue, les deux partis étant arrivés en tête des dernières élections législatives, ont fait valoir qu'ils étaient favorables à un retrait de l'obligation vaccinale.

Sur le terrain, si la couverture vaccinale a augmenté d'un point par rapport à l'an dernier, passant de 91,5 à 92,5, l'Italie connaît une flambée épidémique de rougeole :

- près de 5 000 cas de rougeole recensés au cours de l'année 2017, dont 4 ayant conduit à un décès (dont 3 enfants de moins de 10 ans non vaccinés) ;
- au cours du mois de janvier 2018, 164 cas de rougeole ont été signalés ;
- l'âge moyen des patients était de 25 ans : dans 26,4 % des cas, le malade était âgé de moins de 5 ans ;

- dans 89,8 % des cas, les personnes n'étaient pas vaccinées, 3,4 % n'avaient reçu qu'une dose et 2,7 % avaient reçu deux doses ;
- 55,5 % des cas ont dû être hospitalisés ;
- 2 décès ont été signalés chez des adultes de 38 et 41 ans. À chaque fois, les personnes décédées n'étaient pas vaccinées au moment de la contagion et, dans tous les cas à l'exception d'un seul, d'autres pathologies de base étaient présentes. Dans tous les cas, la cause du décès a été une insuffisance respiratoire.

CATHERINE BOBKO



Royaume-Uni

Le NHS est confronté à une diminution du nombre de médecins généralistes et de personnels infirmiers

Pour rappel, le ministre de la Santé britannique poursuit un objectif de 5 000 généralistes supplémentaires d'ici 2020 afin de répondre à la hausse de la demande. Le résultat de l'introduction de primes - appelées *golden hellos* - de 20 000 livres sterling pour inciter les médecins qualifiés à s'installer dans les déserts médicaux britanniques se fait attendre, dans un contexte où l'augmentation de la charge de travail des généralistes continue, semble-t-il, à décourager les vocations.

Face à cette pénurie (moins 1 193 médecins entre janvier et septembre), le National Health Service (NHS) s'efforce aussi de recruter 3 000 généralistes à l'étranger, pour un coût évalué à 100 millions de livres sterling, mais la perspective du Brexit rend ces postes moins attractifs pour les ressortissants communautaires (10 000 salariés du NHS originaires de l'Union européenne ont déjà quitté le pays depuis juin 2016, et un cinquième des médecins originaires de l'Espace économique européen envisageraient de le faire en raison de l'incertitude pesant sur les droits des ressortissants européens, un climat jugé hostile aux travailleurs étrangers, et de la dévaluation de la livre sterling).

La tendance est la même pour les personnels infirmiers : d'après les chiffres publiés par le NHS England, 33 440 d'entre eux, dont 17 000 âgés de moins de 40 ans, auraient quitté leurs fonctions en 2016-2017, contre seulement 30 388 nouveaux entrants.

Pour lutter contre la résistance antimicrobienne, le gouvernement veut systématiser un test d'accès aux antibiotiques

Le gouvernement britannique a lancé en novembre 2017 une expérimentation visant à restreindre l'accès aux antibiotiques. Dans le cadre de cette expérimentation, couvrant environ 250 000 personnes, les patients se tournant vers leur médecin généraliste (*General Practitioner*) pour des infections des voies respiratoires devront se soumettre à un test du sang prélevé sur le doigt, dont le résultat apparaît immédiatement. Cela devrait permettre de réduire la consommation régulière d'antibiotiques et donc les mutations, et le NHS espère ainsi économiser 56 millions de livres sterling par an. Une partie de la presse s'inquiète cependant d'une pratique qui semble rejeter la culpabilité sur les patients, alors que la dépense par habitant en produits de santé au Royaume-Uni est déjà l'une des plus faibles au monde.

MARIE KEIRLE



Russie

Interdiction des boissons énergisantes alcoolisées

L'interdiction de production et de vente de boissons énergisantes à faible degré d'alcool (moins de 15 degrés) au 1^{er} janvier 2018 a été inscrite dans la loi fédérale de juillet 2017 sur la régulation gouvernementale de la production et du bénéfice tiré de l'alcool et des produits dérivés de l'alcool, et sur la limitation de la consommation des produits alcoolisés. Cette interdiction s'appliquait déjà depuis 2015 à la région de Moscou et à la capitale.

La loi autorise cependant la fabrication, la vente et le stockage de boissons alcoolisées énergisantes destinées à l'export. Les entreprises ayant une capacité de fabrication de plus de 2 000 litres doivent faire enregistrer leurs équipements auprès des services fédéraux. Les biens alimentaires contenant de l'alcool (autres que les boissons alcoolisées, non énergisantes) et les produits non alimentaires contenant de l'alcool sont interdits à la vente, notamment sur Internet ou en libre-service. En décembre 2016, dans la région d'Irkoutsk, 78 personnes s'étaient empoisonnées en consommant

de l'alcool méthylique présent dans des cosmétiques. Rospotrebnadzor, le service fédéral de protection des consommateurs, avait alors interdit la vente de liquides non comestibles contenant de l'alcool, en attendant que les services fédéraux légifèrent.

DANIEL MATHIEU



Ukraine

Épidémie de rougeole

Selon le ministère de la Santé de l'Ukraine, 3 382 personnes ont contracté la rougeole en 2017. Le pic de l'épidémie a eu lieu au mois de décembre 2017, avec plus de 1 000 nouveaux cas, et début janvier recrudescence de cas inquiète les autorités ukrainiennes, notamment dans l'usine Fujikura de l'oblast de Lviv, où 38 employés ont dû être évacués et hospitalisés. Cinq personnes sont décédées suite à la maladie. À Odessa, les autorités de la ville ont interdit aux enfants non vaccinés de se rendre à la crèche ou à l'école tant que l'épidémie durera. Les épidémies de rougeole sont relativement fréquentes en Ukraine, notamment en 2001, 2006 et en 2012, année particulièrement marquée avec 13 000 cas enregistrés. Par comparaison, seuls 102 cas de rougeole avaient été signalés en 2016.

Le ministère de la Santé appelle les parents à vacciner leurs enfants contre la rougeole. L'Ukraine serait le deuxième pays au monde dont la population est la moins immunisée, selon l'Unicef. Ce pays est aussi caractérisé par sa forte réticence à la vaccination (7,4 % de refus), et par un problème grave de distribution des vaccins dans certaines régions, voire de ruptures de stocks critiques.

DANIEL MATHIEU

Cette rubrique est réalisée par les conseillers pour les affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.